

Les organisations syndicales CGT- FO – FSU – Solidaires – FIDL – MNL – UNEF – UNL appellent aujourd’hui à la mobilisation de l’ensemble des travailleur-ses du secteur privé et public, la jeunesse et les retraités

À l’heure où la France tente de sortir d’une des pires crises sanitaires de son histoire, à l’heure où la situation sociale appelle à des mesures fortes visant notamment au renforcement de notre modèle social, le président de la République et son gouvernement accélèrent leur politique libérale et annoncent de nouveaux reculs sociaux !

Depuis le premier jour de la crise, ils sont là et ils répondent « présents » : ceux qui nous soignent, ceux qui nous transportent, ceux qui nous livrent, ceux qui nettoient nos rues, ceux qui construisent nos maisons et nos routes, ceux qui accompagnent nos enfants et ceux qui prennent soin de nos aînés, ceux qui maintiennent ouverts les commerces essentiels...

Et aujourd'hui, quelle reconnaissance de ces métiers ? AUCUNE !

Pas d’augmentation des salaires, pas de reconnaissance des pénibilités, pas de revalorisation des métiers...

Pire, le gouvernement stigmatise les personnels soignants en les présentant comme hostiles à la vaccination et exposant ainsi la population à un risque de « 4ème vague ».

Il confirme son attaque contre l’assurance chômage et envisage un nouveau recul de l’âge de départ en retraite ! **Il est temps d’en finir avec ce mépris. Il est temps d’en finir avec les inégalités** et l’accroissement indécent des richesses pour les « supers riches » qui, entre mars 2020 et mars 2021, ont vu leur fortune augmenter de 170 milliards d’€, soit une hausse moyenne de + 40 %, lorsque le Smic n’a augmenté que de 0,99 % au 1^{er} janvier 2021 ! Pas un jour ne se passe sans que des emplois ne soient supprimés dans

l'industrie ou les services publics. **Le gouvernement, aux ordres du patronat, est responsable de cette fracture sociale grandissante.**

Plutôt que d'être sans cesse attaqués (par les ordonnances Macron-Medef par exemple), les statuts, les droits et les garanties collectives des agents et salariés des services publics doivent être développés. Toutes les réformes touchant les services publics, leur gestion et fonctionnement, consistent en réalité en un transfert massif des activités et de la masse salariale du secteur public vers le secteur privé, c'est-à-dire marchand. Nous ne laisserons pas disparaître dans la localité comme dans tout le département la disparition programmée des services publics de proximité et de pleine compétence dont nous avons tant besoin. Nous réaffirmons que les activités relevant de la réponse aux besoins ne peuvent en aucun cas être remises à la gestion d'entreprises privées recherchant le profit. Nous en subissons les conséquences avec l'énergie. La réponse aux besoins humains fondamentaux doit rester la finalité du service public. C'est l'unique moyen de garantir un accès pour toutes et tous aux services relevant de l'éducation et la formation, l'action sociale et la santé, l'emploi décent, la justice et la sécurité, le logement, les transports, l'énergie et l'eau, l'information, la culture et la communication.

En France, 64 % de la population âgée de 15 à 64 ans occupent un emploi. De nombreux travailleurs enchaînent les heures supplémentaires pendant que d'autres sont au chômage, subissent des temps partiels ou des emplois précaires. Une répartition plus juste devient urgente.

Les groupes du CAC 40 ont réalisé plus de 60 milliards d'euros de profits au premier semestre, soit 41 % de plus que lors de la même période de 2019. Le taux de marge des entreprises a atteint 35,9 % au premier trimestre 2021.

On n'avait pas vu ça depuis 1951 ! Alors que la reprise économique se confirme, les entreprises refusent pourtant d'augmenter significativement les salaires et de créer de nouveaux emplois.

La priorité est trop souvent donnée à la création de dividendes versées aux actionnaires, au détriment des salariés. Le patronat dénonce le « coût du travail », alors que le travail des hommes et des femmes est la source essentielle de la richesse. Il faut plutôt s'attaquer au coût du capital : moins de dividendes pour les actionnaires, plus d'emplois pour les travailleurs.

Cette politique délibérée de sous-emploi met les salariés et les fonctionnaires en concurrence les uns avec les autres et tire les salaires vers le bas. Pour éradiquer le chômage et le sous-emploi, il faut augmenter le nombre d'emplois, en développant l'industrie et les services publics de proximité notamment.

Chacun a droit à un travail digne et reconnu. Pour relancer notre économie, les entreprises doivent plus investir dans l'outil de travail.

Les jeunes ont vu l'investissement dans les aides directes baisser ces dernières années. Le dernier recul en date étant la suppression du repas à 1 euro pour toutes et tous, dont nos organisations réclament le rétablissement.

Les chiffres le disent : les salaires se tassent et le patronat à tendance à ne pas reconnaître la qualification des salariés.

En 2015, un salarié sur cinq occupait un emploi à bas salaire, contre un sur six en 2011. Les femmes et les jeunes sont les plus touchés, parce qu'ils occupent plus souvent des emplois à temps partiel non choisi et sont recrutés sur des contrats de courte durée. Le pouvoir d'achat des fonctionnaires a lui aussi été considérablement dégradé : la valeur du point d'indice est quasiment gelée depuis

2008. Pour nos organisations, les salaires doivent augmenter régulièrement en fonction du véritable coût de la vie.

C'est bien les salaires eux-mêmes qui doivent augmenter, pas le montant de primes individuelles, qui créent de fortes disparités entre salariés. Après une revalorisation urgente, la valeur du point d'indice des fonctionnaires devra augmenter chaque année. La hausse régulière des salaires contribue, par la consommation des salariés, à la croissance économique. Elle favorise ainsi le développement de l'activité et de l'emploi. C'est pourquoi nous affirmons l'urgence d'augmenter le SMIC à 2000 euros brut et les grilles de classifications, le point d'indice de la fonction publique, les pensions, les minima sociaux et les bourses d'études.

Nos organisations exigent :

- L'augmentation des salaires,
- l'abandon définitif des contre-réformes des retraites et de l'assurance chômage,
- un vrai travail avec un vrai salaire pour toutes et tous et l'égalité professionnelle femmes/hommes ;
- la conditionnalité des aides publiques selon des normes sociales et environnementales permettant de préserver et de créer des emplois ;
l'arrêt des licenciements et la fin des dérogations au Code du travail et garanties collectives.
- un coup d'arrêt à la précarisation de l'emploi et à la précarité des jeunes en formation et une réforme ambitieuse des bourses ;
- la fin des fermetures de services, des suppressions d'emplois, du démantèlement et des privatisations dans les services publics et la fonction publique et le renforcement de leurs moyens ;

- Le rétablissement de tous les droits et libertés pour la jeunesse comme pour le monde du travail.

Nos organisations envisagent des suites à cette journée de mobilisation. Nous vous invitons à être attentif et mobilisé pour faire grandir le rapport de force pour le progrès social, pour imposer d'autres choix.